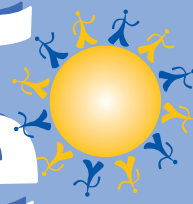


économie solidaire

en Nord-Pas de Calais



La lettre de l'Assemblée Permanente de l'Economie Solidaire Nord-Pas de Calais

Pas d'économie "plus" solidaire sans "citoyens économiques"

La double crise "économique et écologique" qui frappe toute la planète est suffisamment grave pour que plus personne ne conteste que notre modèle de développement est à réinventer. La définition d'un nouveau modèle de société(s) ne peut plus être déléguée aux mêmes responsables irresponsables (politiques et économiques) qui ont fait faillite. Il faut que le citoyen s'en préoccupe !

L'économie doit désormais être pensée plus solidaire et plus durable, donc définie par l'ensemble des personnes concernées. Encore faut-il que ces personnes ne soient pas incitées à toujours déléguer par manque de savoirs, de connaissances, de pertinence ou de capacité à s'exprimer. C'est tout l'enjeu d'une politique de formation de citoyens.

Faire que chaque citoyen (re)devienne une personne qualifiée à parler économie et développement, voilà le projet d'une éducation populaire à réactiver.

On peut citer de nombreux exemples d'accès à la citoyenneté économique : des habitants se forment à l'économie pour comprendre le monde dans lequel ils vivent et pouvoir agir, des bénévoles associatifs se familiarisent avec la gestion économique et la gestion des "ressources" humaines..., des

salariés des sociétés coopératives acquièrent des connaissances de façon à définir la stratégie de leur entreprise..., des délégués mutualistes se forment pour orienter leurs politiques de santé ou d'assurance... Autant de pratiques à développer et mutualiser.

Les candidats à la gestion d'un Conseil Régional (dont le développement économique et la formation sont des compétences obligatoires) doivent intégrer dans leur projet

politique qu'il ne s'agit pas seulement de former pour avoir un emploi dans une société, mais aussi de former à définir le mode d'emploi de la (des) société(s).

Pas de "citoyens économiques" sans accès à une éducation populaire !

**Emmanuelle Wattier (Multicité),
Bernard Fautrez (Résonance)**

*"Il ne s'agit pas
seulement de former
pour avoir un emploi
dans une société, mais
aussi de former à
définir le mode d'emploi
de la (des) société(s)."*

Rapport Stiglitz : l'économie solidaire avait raison !

Après Obama qui souhaitait s'attaquer en juin dernier au Caire, aux aspects contradictoires de la mondialisation, le rapport de la commission Stiglitz (commandé par Nicolas Sarkozy) vient enfoncer le clou : remettant en cause le PIB, un indicateur pour le moins "insuffisant" du progrès humain, celui-ci invite à changer de cap et à définir de nouveaux indicateurs prenant en compte le bien-être des habitants et l'environnement. Bravo ! Il ne "reste" plus qu'à se mettre à la tâche, et ce, démocratiquement, évidemment...

On trouvera du grain à moudre sur le Fair (Forum pour d'Autres Indicateurs de Richesse) : www.idies.org



quelle forme donner au monde ?

APES
Assemblée Permanente
de l'Économie Solidaire
Nord - Pas de Calais

• **Dossier : Education populaire :**
pour former, et transformer ?

• **Supplément territoires :**
Pays du Calais : hisse et oh !

• **Actu Apes :**
Des statuts qui évoluent,
un engagement intact

Education populaire : pour former, et transformer ?

Dans leur entreprise solidaire ou dans la vie, des citoyens continuent aujourd'hui à se former, à s'émanciper, malgré les difficultés et les écueils de la pensée unique. Leur point commun : la volonté d'avoir prise sur leur environnement, de lui donner forme, le souci aussi d'avoir voix au chapitre dans l'organisation de leur structure ou de la société. De nouvelles initiatives d'éducation populaire émergent également.

La transformation sociale serait-elle de nouveau d'actualité ? Voici quelques éclairages dans la région.

"Même si on insiste sur la nécessité de s'impliquer dans notre SCOP, très vite, on prend des habitudes", note Corinne Leclaire, salariée d'Arpège. "Les gens votent 'pour' en AG sans se poser de questions. Il faut convaincre que ce n'est pas 'L'école des fans', qu'on n'a pas à mettre la meilleure note à tout le monde". Dans cette structure qui intervient dans la formation et les ressources humaines et qui compte une trentaine de salariés sur le site d'Hazebrouck, la sensibilisation à l'esprit coopératif est à remettre régulièrement sur l'ouvrage. Un groupe de parole se réunit régulièrement pour discuter des valeurs de la SCOP. "Chez nous, les salariés ont un niveau d'information élevé sur leur entreprise", continue Corinne Leclaire. "Les formations permettent de faire comprendre ce qu'on fait quand on valide un budget. C'est un apprentissage citoyen d'une responsabilité collective". Deux tiers des salariés sont entrés dans le sociétariat sur le site d'Hazebrouck. Ils se sentent concernés.

*Dans le groupe **Chèque Déjeuner**, dont le bureau de Lille compte une dizaine de salariés, on cultive le même esprit. Créé dans les années soixante par des syndicalistes, la SCOP investit 6% de sa masse salariale dans la formation. Si la mobilité au sein du groupe est encouragée, Chèque Déjeuner souhaite également transmettre ses valeurs à tous les salariés. En lien avec l'URSCOP, des formations sont organisées sur l'entreprise coopérative. L'histoire du groupe et ses valeurs de solidarité sont également abordées. Nouveauté depuis peu : les salariés fraîchement arrivés sont parrainés par des plus anciens : l'occasion de*

travailler sur la mise en pratique des valeurs prônées. Quand des collègues d'un service ont besoin d'un coup de main, il faut avoir le réflexe de leur venir en aide...

*A l'**Artésienne**, basée à Liévin, ce sont les nouvelles technologies qui forment le pivot de la formation. Cette imprimerie constituée en SCOP, dont l'effectif atteint une cinquantaine de personnes, n'a cessé de s'adapter depuis sa création en 1967 aux évolutions des techniques qui n'ont pas manqué d'intervenir. "Quand des métiers ont disparu, nous n'avons pas fait le choix de licencier les personnes, contrairement à d'autres", explique Pierre Portaux, l'un des "anciens". "Les salariés ont été formés en interne aux techniques modernes. Le traitement des images se fait maintenant de façon numérique, par exemple". L'entreprise a le souci de garantir aux salariés la possibilité d'avoir un métier d'aujourd'hui, quitte à ce qu'il l'exerce ailleurs si l'entreprise doit un jour disparaître. "Quand on achète une machine, toute l'équipe du service en question donne son avis", note Pierre Portaux. "C'est décidé collectivement".*



L'imprimerie "L'Artésienne" met un point d'honneur à former ses salariés aux techniques modernes.

Hors de l'entreprise, comment s'approprier son environnement ?

*L'**Université Populaire et Citoyenne de Roubaix** est née d'un sentiment d'étouffement. Coincés dans des dispositifs qui menaient selon eux dans le mur, des travailleurs sociaux et des associations ont voulu requestionner les politiques publiques sur l'emploi et les discriminations à Roubaix. En mobilisant experts et citoyens, l'idée est d'échanger sur ces questions et de construire des alternatives. Si des intervenants (universitaires, journalistes...) sont sollicités pour des conférences et donnent des*

clés d'interprétation des phénomènes, l'Université organise également des séminaires pour approfondir ces thèmes et permettre un réel débat avec des citoyens. Les discussions menées aboutissent à des propositions concrètes pour bouger la politique de l'emploi à Roubaix et rendre l'économie plus solidaire. "Nous avons un public varié, surtout pour les conférences", note Majdouline Sbai, salariée de l'association. "Des chômeurs, des jeunes, des mères de famille, des gens plus âgés. La difficulté est de permettre un investissement sur du long terme." Aujourd'hui, l'Université souhaite se saisir du débat sur le thème du RSA. Membre du collectif de l'Union, elle prend sa part à un travail visant à ce que les politiques d'aménagement et de reconversion de cette friche industrielle se fassent en tenant compte de l'avis et de la participation des citoyens.

Créer un 'Parcours des Alternatives', c'est le nouveau projet développé par **Récit**, réseau des écoles de citoyens. Association nationale, celle-ci s'est implantée dans la région depuis quelques années, et vise une réappropriation de l'éducation populaire, en mettant l'accent sur les pédagogies nouvelles. Le réseau regroupe des acteurs divers : citoyens, associations, collectivités..., intéressés par ce lieu d'échanges sur les pratiques éducatives. On y croise aussi bien Terre de Liens que le Pas de Côté ou la Ville de Roubaix. "Dans le 'Parcours des Alternatives', explique Samuel Bonvoisin, le salarié, on souhaite sélectionner une vingtaine de projets porteurs de sens." Des visites seront organisées dans les structures choisies, puis une analyse des conditions de réussite sera effectuée, en vue de favoriser un essaimage des bonnes idées. Issu du réseau MRJC (Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne), Samuel Bonvoisin voit bien des passerelles entre éducation populaire et économie solidaire. "Quand on met le doigt sur des injustices, des dysfonctionnements, on est souvent amené à entreprendre des initiatives qui se situent dans le champ de l'économie solidaire", note-t-il. "Cela a été le cas avec l'AFIP pour créer une dynamique en milieu rural".



Récit organise des visites d'expériences porteuses d'alternatives.

Au croisement de l'univers de la formation et de celui de l'éducation populaire, **Culture et Liberté** continue à brandir ses valeurs, malgré les remous financiers dus à un désengagement de l'Etat. L'association départementale du Pas-de-Calais compte 23 salariés. Elle mène des actions de formation, notamment dans la lutte contre l'illettrisme, et aussi des réflexions.. "Nous voulons rester centrés sur l'éducation populaire et nous réfléchissons à des formations sur le thème : Pourquoi la crise ? Quelles alternatives ?", explique Isabelle Kaïk, la directrice. "Nous continuons à creuser cette ambition de développer l'esprit critique et une citoyenneté active".

Retrouvez les coordonnées de ces structures sur le site internet de l'Apes.

Histoire de l'éduc'pop' : tout part d'une situation insatisfaisante...

"L'élément fondateur, c'est des gens qui disent 'non', à partir de valeurs". Ca y est, Paul Masson a trouvé une phrase pour résumer cette grande ambition qui est celle de l'éducation populaire. Militant à 'Culture et Liberté', celui-ci a créé un site où l'on peut trouver une rubrique sur l'éducation populaire. Paul Masson évoque l'affaire Dreyfus, "cette volonté d'éduquer le peuple, pour qu'il ne se laisse plus manipuler, qu'on a retrouvé dans les universités populaires ensuite". Mais il cite plus volontiers une autre démarche, issue du mouvement ouvrier, tournée vers l'auto-organisation dans les années 20. "C'était une démarche, un processus. On l'appelait 'voir, juger, agir'. Partant d'une situation insatisfaisante, l'exploitation, des ouvriers se sont demandés : quelle analyse faire de ce problème, comment exercer un jugement en fonction de ses valeurs, et comment agir, expérimenter ensemble pour y remédier ? C'était un moyen de se réapproprier sa vie, il ne fallait pas laisser l'élite décider pour le peuple."

Au cours des années, l'approche évoluera. Paul Masson évoque l'entraînement mental, héritier des luttes de la résistance, qui a ajouté d'autres dimensions, la dialectique et l'éthique.

Dans les années 80, avec la récupération des associations par les pouvoirs publics, l'éducation populaire perdra en pugnacité. "Mais elle semble reprendre du galon depuis quelque temps", note Paul Masson. "Les rapports de domination n'ont pas changé. Aujourd'hui, face à un manque, des personnes s'organisent, créent des groupements d'achats, trouvent des solutions pour l'éducation des enfants, tout en réfléchissant sur le sens de leur action. On les retrouve dans l'économie solidaire".

<http://paulmasson.atimbli.net>

Education permanente-économie solidaire : des synergies

Alors que le secteur de la formation est de plus en plus dominé par le marché, l'AROFESSEP, réseau de 35 organisations de l'éducation permanente, développe à présent les échanges avec l'économie solidaire. "Par nos valeurs, notre travail de proximité, notre souci de l'égalité des chances, nous faisons partie de l'économie sociale et solidaire", constate Maurice Monoky, son Président. "Mais nous travaillons peu avec ces acteurs et nous en parlons peu dans le contenu de nos formations". Le réseau sensibilise à présent ses membres à cette autre forme d'économie. Une première formation des dirigeants a été organisée sur ce thème, et les stagiaires sont à présent informés sur cet autre éclairage de l'économie. A noter que les prochaines Assises de l'éducation permanente seront consacrées à l'Economie sociale et solidaire.

Des statuts qui évoluent, un engagement intact

Tous les jours, la crise économique et sociale rappelle l'exigence d'un autre modèle de développement favorisant la qualité de la vie au détriment du toujours plus et de l'accumulation financière. Cette exigence interpelle tous les acteurs sociaux et économiques, les élus et partis politiques, les syndicats, les entreprises, leurs dirigeants et groupements et en premiers lieu les citoyens et consommateurs. Cette réalité donne une responsabilité particulière aux acteurs pour une économie solidaire comme en ont témoigné les débats de l'assemblée générale de l'APES, le 11 avril à Douai.

Engagés depuis toujours dans la mise en œuvre de pratiques visant à produire, échanger, financer et consommer autrement, nous avons aujourd'hui la responsabilité particulière d'amplifier notre action de valorisation des pratiques solidaires en direction du grand public. Cela passe par un mouvement fort, ancré dans les réalités territoriales et dialoguant avec les différentes forces économiques et sociales, faisant connaître aux habitants du Nord-Pas de Calais, les pratiques, produits et services des entreprises et associations soucieuses de contribuer à rendre l'économie plus solidaire. C'est dans cet esprit d'amélioration de la lisibilité et de la visibilité de nos adhérents et de nos propositions que l'assemblée générale a décidé d'adapter les statuts de l'APES.

Adaptation des statuts

Le secrétaire général du début de l'APES fait place à un président tandis que l'objet de notre association se décline en trois axes : "Promouvoir et développer l'économie sociale et solidaire dans le Nord Pas de Calais, organiser et développer un réseau régional des acteurs de l'économie sociale et solidaire, contribuer à rendre l'économie plus solidaire". L'APES change de nom pour devenir "Acteurs Pour une Economie Solidaire". Pour le reste, on ne change pas ce qui a fait ses preuves : le fonctionnement collectif, les échanges, l'encouragement d'initiatives innovantes demeurent nos références.

Le thème de la rentrée des Solidaires, le développement des monnaies complémentaires et des finances solidaires, illustre notre engagement dans la recherche de solutions concrètes. Nous ne pouvons laisser des questions aussi importantes que la monnaie ou les finances débattues par des "spécialistes de la finance". Sur cette question comme sur celles de la production et de la consommation, il nous appartient de faire caisse de résonance à la pluralité de l'économie en débattant de différentes pistes et solutions expérimentées par des associations, entreprises, collectivités et consomm'acteurs.

Luc Belval, membre du collectif de l'APES

A noter

Forum de l'ESS

Discuter, échanger, fourmiller d'idées ?

Notez les dates du prochain Forum métropolitain de l'ESS, coorganisé par la CRESS et l'APES : les 7 et 8 novembre prochains.

Plus d'infos : www.apes-npdc.org

Création d'activité

Si l'économie solidaire souffre de la crise, comme le reste de l'économie, si des entreprises de notre mouvement ont disparu cette année, d'autres voient le jour. L'imagination ne connaît pas la crise...

Qualiged, handicap et insertion



A l'ère du zéro papier, les métiers de la numérisation en plein essor ne seraient-ils pas une opportunité pour former des personnes handicapées et leur permettre une insertion durable ? C'est pour répondre à ces enjeux que le Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ) "QUALIGED" a été créé à Tourcoing, à l'initiative de Flandre Ateliers. Son objectif : former des personnes dans un parcours en alternance de douze mois, celles-ci étant mises à disposition des entreprises adhérentes du groupement. Les entreprises adhèrent à une charte et se sentent solidairement concernées par l'avenir de ces personnes. Un premier groupe de 8 personnes a démarré le parcours cette année, et 4 entreprises se sont impliquées.

Contact : 03 28 39 44 88 – mlmotte@qualiged.fr

Médias

Babelle, un nouveau journal alternatif



Défendre l'environnement, la solidarité, l'éducation populaire, la citoyenneté... et l'accès à la culture dans notre belle région, c'est l'objet de ce nouveau mensuel régional distribué en kiosques qui a pour ambition de donner des pistes d'actions à un lectorat plus large que le cercle des militants. Dans son dernier numéro, on plongera dans un dossier sur l'internet solidaire et citoyen, on pourra aussi découvrir des initiatives d'économie solidaire comme celle de Gecco ou d'Abri&co, qui accompagne les jeunes dans leurs projets d'autonomie dans les 7 Vallées. Pour soutenir ce journal sur le long terme, on peut aussi s'abonner...

Plus d'infos : www.babelle.org



APES, Maison de l'Economie Solidaire,
81 bis rue Gantois, 59000 Lille
Tél. 03 20 30 98 25
Fax. 03 20 54 68 42
E-mail : contact@apes-npdc.org
site de l'APES : www.apes-npdc.org
Tarif plein / numéro : 3 €
Abonnement
tarif plein (4 numéros) : 15 €
tarif réduit : 10 €

Directeur de la publication
Gerard Dechy, Secrétaire Général APES

Rédaction
Patricia Hanssens, APES

Comité de rédaction
Bernard Fautrez - Guy Michel - Christophe
Simone- Patrick Girard - Véronique Branger -
Julien Pilette - Emmanuelle Wattier - Nolwenn de
Bonviller - Mauro Mazotta.

Conception graphique
Dites 33 > dites33@aye2.com
illustration : Boualem

Gravure - Impression
l'Artésienne > 03 21 72 78 90
tirage à 2000 ex. Imprimé sur papier recyclé
ISSN 1769-9789 - dépôt légal 2008